

# L'ambulancier verbalisé peut ruer dans les brancards

publié le 27.06.2010 04h00



zoom

Agissant dans le cadre d'une délégation de service public, un jeune ambulancier d'Oullins s'est fait sanctionner de trois amendes et d'un retrait de points. Colère de toute une profession

« Déposez votre patient au bloc et revenez me voir ». Mercredi à 8 h 30 Romaric, jeune ambulancier d'une société d'Oullins s'exécute. A son retour à l'entrée des urgences de l'hôpital Saint-Joseph, derrière les quais du Rhône, l'un des deux motards de la police nationale lui tend trois PV déjà rédigés : non-respect d'un feu rouge feu fixe, usage irrégulier d'avertisseur sonore réservé aux véhicules d'intérêt général et détention irrégulière de feux de pénétration.

Résultat des courses : trois amendes de 90 euros et quatre points de retrait sur le permis. Protestant de sa bonne foi et sortant de la boîte à gants le décret du 10 mai 2007 signé de François Baroin le « contrevenant » espère que le malentendu sera levé. Niet ! Mais cette fois les motards zélés sont tombés sur un « os » car Romaric travaille pour le groupe Synapse, une structure qui regroupe dans le Rhône six entités, emploie une centaine de personnes, possède une flotte de quarante véhicules dernier cri et se trouve dirigée par Thierry Monteant, par ailleurs président national de la chambre syndicale des services d'urgence. Un homme qui a mené avec les pouvoirs publics les négociations pour associer les ambulances privées au problème des personnes à transporter en urgence. Ainsi, par convention il est de plus en plus fréquent que le Samu fasse appel aux entreprises pour procéder au transfèrement des malades. Ainsi mandatés et sous la protection d'un code identifiant précis pour chaque intervention, l'ambulancier agit dès lors sous le régime de la délégation de service public. Envoyé à une adresse par le Samu, il doit dans les 20 minutes rendre un compte rendu au médecin régulateur qui prend la décision ou non d'une hospitalisation. Exactement le même travail qu'effectuent quotidiennement les sapeurs-pompiers. Alors après cette affaire qui fait suite à une autre il y a quelques semaines, la profession rue dans les brancards. Excès de zèle, interprétation tatillonne d'un terme du décret, toujours est-il que lundi, une explication aura lieu entre la société d'ambulance et le commandant de la brigade du fort de Montluc. Le préfet délégué a lui aussi pris la mesure du problème et une table ronde avec les représentants des ambulanciers du Rhône, des forces de l'ordre, de la police municipale et du Sytral devrait être rapidement organisée pour sortir de l'impasse. Pourquoi le Sytral ? Tout simplement parce que s'il autorise le passage des taxis notamment sur ses couloirs de bus, il refuse catégoriquement d'acter le fait que les ambulances puissent les emprunter. Certes, la mésaventure arrivée à Romaric peut paraître anecdotique au vu du bon sens qui prévaut mais encore faudrait-il qu'en cas de pareil litige les

choses soient claires car s'il tombe trois fois sur le même motard, le jeune ambulancier pourra dire adieu à son permis et à son emploi.

Michel Girod